

**Iran - Déclaration de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères, à l'issue de
la réunion ministérielle
(Bruxelles, 11 janvier 2018)**

Quelques mots pour renforcer les propos de la Haute représentante.

La France est très vigilante sur le respect de l'accord de Vienne, considérant que cet accord de non-prolifération est essentiel, qu'il n'y a pas d'alternative, et donc qu'il importe qu'il soit respecté par l'ensemble des parties. Il n'y a pas aujourd'hui d'indications qui pourraient laisser un doute sur le bon respect par la partie iranienne de l'accord, puisque l'AIEA confirme régulièrement la bonne mise en oeuvre de cet accord. Il importe donc que l'ensemble des parties prenantes respectent ces engagements communs et en conséquence, que nos alliés américains les respectent aussi. Il n'y a pas de raison particulière pour qu'il y ait une rupture dans la logique qui s'est mise en oeuvre depuis la signature.

Cela signifie aussi que les sanctions restent levées, qu'il y ait une coopération qui s'instaure. Mais cela ne signifie pas que nous cachions les points de désaccord, qui existent, la Haute représentante l'a exposé, à la fois dans le domaine balistique et sur l'action de l'Iran dans l'ensemble de la région. Il faut que l'on parle de ces deux autres sujets, mais nous distinguons. Nous n'articulons pas la discussion nécessaire sur ces points de désaccord avec la nécessité de maintenir scrupuleusement le JCPOA, qui est en même temps une forme de préservation de la paix. Nous avons insisté de manière tout à fait vigoureuse pour le respect intégral de cet accord./.